

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 3

Artikel: A l'écoute des plus défavorisées

Autor: Bugnion-Secretan, Perle

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280252>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A l'écoute des plus défavorisées

Invitée à Lucerne le 6 février dernier par le Zonta International, Helvi Sipilä est venue plaider la cause des femmes du tiers monde.

La Journée mondiale de la femme, proclamée par les Nations Unies, est un témoignage de leur attention à la situation juridique et socio-économique des femmes. Elle est en ce 8 mars une occasion de rappeler le rôle qu'y a joué Helvi Sipilä, secrétaire générale adjointe de 1972 à 1980. C'est elle qui a, entre autres, lancé l'Année internationale de la femme en 1975, précédée d'une intense campagne en faveur de l'inscription dans les constitutions nationales du principe de l'égalité, et de la création dans chaque Etat de mécanismes pour son application.

Aide au développement

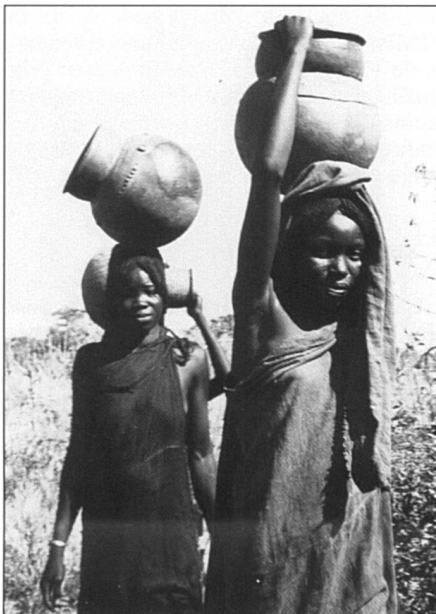
Helvi Sipilä a aussi marqué son passage aux Nations Unies par la création du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

Son but est de réaliser des projets d'aide au développement qui atteignent véritablement les femmes les plus défavorisées du tiers monde. Il veille également à ce que les programmes des Nations Unies tiennent compte des besoins des femmes et de leur point de vue. Il est alimenté par des contributions volontaires des Etats membres des Nations Unies – et aussi de la Suisse! – et par des dons privés, notamment des principales organisations féminines internationales.

Il n'est pas possible de parler des quelque 800 programmes que l'UNIFEM a déjà soutenus pour des femmes travaillant dans le secteur coopératif, la production alimentaire, l'approvisionnement en eau et en combustible, les services de santé, les petites entreprises et leur gestion, etc. Mais il faut signaler le rapport *Les femmes dans le monde*, tendances et statistiques 1970 et 1990, préparé avec le soutien de l'UNIFEM et en collaboration avec l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Bureau de statistique et la Division pour la promotion de la femme.

Ce rapport est fondamental parce qu'enfin il dévoile une réalité que trop de gouvernements se refusent encore à admettre: la pauvreté des femmes, la somme de travail qu'elles effectuent, leurs difficultés spécifiques, qui se poursuivront tant que les femmes resteront «statistiquement invisibles».

Tout simplement déjà, les soixante à nonante heures de travail par semaine des



Un quotidien particulièrement dur pour d'innombrables femmes du tiers monde.

femmes pour chercher l'eau, ramasser le bois, moudre à la main les grains nécessaires pour faire les «tortillas» de la famille.

Deux grandes conférences internationales ont déjà souligné l'importance essentielle de ne pas laisser les femmes en marge du développement socio-économique, car sans elles il n'y a pas de solution possible aux grands problèmes du monde: la conférence de la population à Bucarest en 1972 et celle sur l'alimentation à Rome en 1974. En 1992, le Sommet de la Terre (officiellement Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, voir FS octobre 1992), a montré à nouveau la femme comme un élément charnière, cette fois lorsqu'il s'agit de faire coïncider les exigences d'un développement durable (*sustainable*) et celles de la protection de l'environnement. A travers leurs organisations, les femmes ont pu faire entendre leurs voix. La Planète femme a pu faire parvenir, avec l'appui de l'UNIFEM, aux organismes officiels, essentiellement masculins, un document qui a été intégré dans l'Acte final de Rio.

Parmi les très nombreuses recommandations de cet Acte final qui concernent le rôle des femmes, je ne puis relever que deux points: la nécessité de donner aux

femmes les moyens de mettre ces recommandations en œuvre, et la nécessité absolue, qui revient sous divers chapitres, de renforcer l'information sur les problèmes démographiques.

Pour le reste, on peut se borner à dire qu'il s'agit essentiellement de réaliser les objectifs de la Conférence des femmes à Nairobi en 1985, d'autant plus qu'on parle déjà de celle de Pékin en 1995.

Récolter des fonds

Depuis qu'elle a pris sa retraite – officiellement – Helvi Sipilä parcourt inlassablement le monde pour faire connaître l'UNIFEM, notamment pour susciter la formation de comités nationaux dont le rôle est d'informer l'opinion publique, de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soutiennent l'UNIFEM, de récolter des fonds.

Helvi Sipilä était à Lucerne le 6 février. Une rencontre avait été organisée par la branche suisse du Zonta International*, l'une des organisations qui ont le statut consultatif auprès de l'UNIFEM. Quelque huitante représentantes d'associations suisses et de journalistes ont répondu à l'invitation.

Le but était de tâter le terrain, de se rendre compte si l'on peut envisager la création d'un comité suisse UNIFEM autour des besoins des femmes du tiers monde, comme il y a un comité UNICEF autour des besoins des enfants. L'écho a été positif, un petit groupe de travail a été désigné pour approfondir la question. Mais en tout cas la rencontre a montré de quel prestige Helvi Sipilä jouit encore, et quelle reconnaissance les femmes lui gardent.

Une participante au Sommet de Rio a pu conclure que «la présence des femmes a représenté avant tout une fonction poétique» (FS octobre 1992, p. 19). Mais pour transformer les recommandations en réalité, et elles sont importantes pour les femmes, il s'agit dans chaque pays d'établir un plan d'action et de surveiller le suivi. Ce pourrait être une vocation pour un comité suisse UNIFEM.

Perle Bugnion-Secretan

* Club de services analogue au Rotary, œuvrant pour la promotion féminine, notamment par la formation et la création de programmes générateurs de revenus.